

# La mairie de Paris avance l'hypothèse d'un confinement de trois semaines en Île-de-France

Refusant l'hypothèse d'un confinement le week-end, la mairie de Paris va avancer l'hypothèse «d'efforts plus importants à court terme» pour faire reculer l'épidémie dans la région francilienne.

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 40 minutes



«Nous devons réfléchir à l'idée de faire des efforts plus importants à court terme», si ceux-ci s'accompagnent d'une «perspective de tout rouvrir plus rapidement, plutôt que de rester sous un couvre-feu pendant des mois et des mois», a plaidé Emmanuel Grégoire. ALAIN JOCARD / AFP

La mairie de Paris persiste et signe. Jeudi soir, Jean Castex avait prévenu que des «concertations» seraient engagées avec les élus locaux dans vingt départements dans lesquels la situation sanitaire est jugée préoccupante, en vue d'établir de possibles nouvelles restrictions en place à partir du 6 mars prochain. L'équipe d'Anne Hidalgo n'a

pas perdu de temps pour lui répondre : quelques heures après la prise de parole du premier ministre, le premier adjoint de la maire, Emmanuel Grégoire, a annoncé que l'hôtel de ville allait avancer l'hypothèse d'un confinement de 3 semaines dans la capitale afin «*d'avoir la perspective de tout rouvrir*» à son issue, y compris bars, restaurants et lieux culturels.

### **À VOIR AUSSI - Confinement à Paris: Gabriel Attal a «le plus grand mal à commenter» la position de la mairie**

Pour l' élu, ce confinement dur permettrait de «*vraiment redonner de l'oxygène et avoir la perspective dans trois semaines de tout rouvrir*», une fois l'épidémie en retrait. Dans la soirée, Emmanuel Grégoire a précisé que ce confinement concernerait en réalité non pas Paris, mais bien toute l'Île-de-France, ce qui «*implique un dialogue large dans les jours à venir*». «*Cette option n'a aucun sens pour Paris seulement*», soulignait-il.

Vendredi matin, de nouvelles précisions ont été données à l'occasion d'un point presse tenu par le premier adjoint dans l'hôtel de ville. La mairie observe d'abord que la situation sanitaire s'aggrave de jour en jour : «*les chiffres ne sont pas bons et les tendances sont encore moins bonnes*», a souligné Emmanuel Grégoire. Paris adhère «*totalemment à la méthode proposée*» par le premier ministre, fondée sur le dialogue avec les élus locaux. L'exécutif local veut donc formuler ses propres hypothèses et suggestions pour apporter de l'eau au moulin du gouvernement.

**À VOIR AUSSI** - Emmanuel Grégoire: «Nous ne proposons pas de mettre en œuvre le confinement à Paris»

### **«Il faudrait un miracle» pour que la situation sanitaire s'améliore rapidement**

«*Le pays vit sous de fortes contraintes depuis longtemps*», a rappelé le premier adjoint, citant le couvre-feu, actif depuis 140 jours, et les restaurants, fermés depuis près de quatre mois. Trois scénarios sont donc formulés : soit la situation sanitaire s'améliore la semaine prochaine, ce qui nécessiterait «*un miracle*». Soit l'épidémie stagne, auquel cas seul quelques mesures d'ajustement supplémentaires seraient nécessaires, dont le télétravail obligatoire, l'accélération de la vaccination et l'amélioration du dépistage en

entreprise et dans les écoles. Soit la situation s'aggrave de manière spectaculaire, auquel cas *«il faut pouvoir se poser sereinement la question de l'efficacité des mesures»* en place.

*«Nous devons réfléchir à l'idée de faire des efforts plus importants à court terme»,* si ceux-ci s'accompagnent d'une *«perspective de tout rouvrir plus rapidement, plutôt que de rester sous un couvre-feu pendant des mois et des mois»*, a plaidé Emmanuel Grégoire. Des *«demi-mesures»* risquent d'être inefficaces : *«nous ne voudrions pas nous retrouver dans une situation où face à la dégradation, nous ne prendrions que des demi-mesures supplémentaires, ne faisant que retarder une forme d'inéluctabilité d'un confinement plus dur»*, s'est-il justifié.

La mairie refuse la stratégie d'un couvre-feu la semaine, suivi d'un confinement le week-end, en vigueur à Nice : *«nous ne pouvons pas faire une action publique uniquement sous le prisme de l'activité économique et du modèle productiviste de nos vies citoyennes»*, s'est élevé le premier adjoint, pour qui cette mesure est *«extrêmement contraignante sur le plan de la vie quotidienne et peu efficace»* d'un point de vue sanitaire.

À la place, Anne Hidalgo compte donc mettre sur la table l'hypothèse d'un confinement plus dur, en cas d'aggravation de la situation, afin de mettre fin, une fois cette épreuve passée, à l'enchaînement de restrictions accumulées depuis plusieurs mois, qui représentent des *«contraintes extrêmement fortes sur le plan économique et moral»*. Derrière, des *«protocoles de réouverture généralisée»* doivent être pensés, pour se *«projeter positivement»* et *«redonner de l'espoir et de la visibilité»*, tant aux professionnels qu'aux citoyens. Ce sera toutefois au gouvernement de trancher, lui seul pouvant valider un confinement.

**À VOIR AUSSI** - Emmanuel Grégoire: *«Nous devons maintenant nous projeter dans des protocoles de réouverture»*

*«Nous pensons que la politique des demi-mesures, avec des résultats très contestables, est une forme de fin de cycle»*, a jugé Emmanuel Grégoire. Espérant que la situation s'améliore rapidement, le bras droit d'Anne Hidalgo a précisé que le confinement de trois semaines n'était *«pas une demande de leur part»*, mais une *«hypothèse»* qui serait

avancée, afin de retrouver une vie à peu près normale au printemps prochain. À l'inverse, enchaîner les demi-mesures est une «*forme d'attentisme*», qui «*éprouve la patience de nos concitoyens*», a sanctionné l'adjoint.

## L'opposition et le gouvernement dubitatifs

L'hypothèse d'un confinement n'emporte toutefois pas l'adhésion des opposants de l'équipe socialiste : «*je suis stupéfait par le mépris d'Anne Hidalgo pour les maires d'arrondissement qui sont élus*», a aussitôt critiqué le maire (LR) du 17<sup>ème</sup> arrondissement, Geoffroy Boulard. La patronne de la région, Valérie Pécresse, a quant à elle qualifié la piste de mesures prises au niveau départemental «*d'illusions*».

Le gouvernement, quant à lui, veut laisser sa chance au dialogue avec les élus locaux. «*Toute proposition mérite d'être étudiée et celle de la maire de Paris sera étudiée*», a déclaré ce vendredi matin le porte-parole de l'exécutif, Gabriel Attal, sur France Info. Il a toutefois rapidement précisé être dubitatif quant à l'efficacité d'une telle mesure, assurant voir «*très peu, voire aucun scientifique, dire qu'en trois semaines on peut terrasser le virus et tout rouvrir*».

**À VOIR AUSSI** - Reconfinement: «Ces méthodes sont proprement hallucinantes»: la maire du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris critique le quiproquo de la municipalité